

Défis en matière de développement, Les solutions Sud-Sud

Bulletin d'information électronique de l'unité spéciale pour la coopération Sud-Sud au sein du PNUD

UNDP

Janvier 2007 | s'abonner | se désabonner | nous contacter

L'informatique en Afrique : un grand bond en avant

L'image de l'Afrique à la traîne de la technologie va bientôt êtr dépassée en raison de la convergence d'un certain nombr d'événements en 2007. Parallèlement au marché du téléphone mobil africain en plein boom qui attire l'attention du monde par son caractère novateur, le marché africain de l'ordinateur va bientôt disposer d logiciels et de matériel qui prennent en compte les besoins particuliers du continent tout en restant abordables. Florissant et dynamique, l mouvement du système de logiciels libres qui bouscule davantage encore les idées reçues, fait l'objet d'un nouveau film par un cinéaste danois et le système d'exploitation Ubuntu fait en Afrique et basé sur Linux, dispose maintenant d'un nouveau manuel d'exploitation qui doi contribuer à attirer de nouveaux adhérents.

Les innovations technologiques africaines font rarement la une des journaux dans les pays occidentaux, toutefois un cinéaste danoi change ces perceptions avec son film qui montre le dynamisme et l'enthousiasme qui animent le mouvement du logiciel libre en Afrique Le film qui n'a pas encore de nom, réalisé par David Madie, fait par Eighty Days Productions, doit être diffusé au printemps 2007. Il suit un jeune entrepreneur du secteur informatique, Wire Lunghabo James, d Linux Solutions Ouganda, en Afrique, qui a eu un rôle décisif dans l'établissement du Web dans le pays et en Afrique de l'Est.

« Dans ce film, les personnages se battent pour leurs convictions. Il se trouve qu'il s'agit des logiciels libres, ce qui pour moi, est u programme important » déclare le réalisateur Madie à Tactica Technology Collective, site Internet « démystifiant la technologie pour les organisations à but non lucratif ».

À la différence des logiciels de série, les logiciels gratuits présentent de nombreux avantages. Ils sont gratuits et aucun droit d'utilisation n'es du, ce qui permet de faire le nombre de copies nécessaires Totalement personnalisable, il est possible de prendre en compte les langues et les cultures locales. Il s'agit d'une langue universelle (la plus populaire est Linux) et il est ainsi plus facile de comprendre l fonctionnement d'une application particulière. Pour les pays en développement, il a l'avantage de permettre aux programmeurs locaux de découvrir leurs capacités et de démystifier la programmation, la soustrayant au domaine des sociétés privées et des grosses agences gouvernementales. En 2005, le New Partnership for Africa Development (NEPAD) [Nouveau partenariat pour le développement africain engageait les pays africains à adopter les logiciels libres pou favoriser l'épanouissement des logiciels indigènes.

« Je crois qu'il (James) est aussi un modèle à émuler en ce sens qu'i associe affaires et service social. Pour lui, ces choses ne s'excluent pas mais peuvent au contraire, parfaitement coexister. Il est possible d faire des affaires d'une manière sociale » précise Madie.

Le système d'exploitation Ubuntu est un système complet, en mode libre qui met l'accent sur la communauté, le support et la facilit d'utilisation tout en refusant de transiger sur la vitesse, la puissanc et la souplesse. Ubuntu est un ancien mot africain signifiant humanit aux autres et sa version logicielle est décrite comme Linux pour êtres humains – conçue pour tous, des débutants en informatique aux experts. Ubuntu est le système Linux le plus en faveur en Afrique et le guide officiel vise les ONG, les particuliers et les petites entreprises.

D'autre part, le projet un ordinateur portable par enfant (OLPC) a

Dans ce numéro:

Liens présentés:

- Babajob.com
- Equator Initiative
- Kiva.org
- SSC Website

Passer à une section:

- Fenêtre sur le monde
- Emplois
- Sauter à une partie

annoncé le lancement sur le marché pour vente au public de se ordinateurs portables de couleur jaune et vert vifs contenant un système d'exploitation basé sur Linux. Les clients des pays riche devront acheter deux ordinateurs, le deuxième allant à un pays en développement. Cinq millions de ces ordinateurs seront livrés aux pay en développement au cours de l'été 2007. Le but final est de vendr la machine aux pays en développement pour 100 USD mais le coût actuel en est actuellement de 150 USD. Le logiciel de l'ordinateu portable a été conçu pour fonctionner spécifiquement dans un milie scolaire. Il comporte réseautage sans fil et vidéoconférence afin qu des groupes d'enfants puissant travailler ensemble. Le projet OLP fonctionne en utilisant Google comme moteur de recherche qui jouera le rôle de liant pour lier tous ces enfants ensemble ». Google aider également les enfants à publier leur travail sur Internet.

Le projet Un portable par enfant a conclu un premier accord avec Paul Kagame, président du Rwanda visant à fournir un portable par écolie dans les cinq prochaines années. Le coût des ordinateurs et du soutien sera couvert par OLPC.

Resources

- Email contact: david@eightydays.dk
- The Free Software and Open Source Foundation (FOSSFA) [Fondation logiciels gratuits]: www.fossfa.net
- Portail Web de logiciels gratuits basé en Afrique du Sud: http://www.tectonic.co.za/
- Portail Web de logiciels gratuits en Afrique pour ONG : www.opensourceafrica.org
- Guide d'utilisation du logiciel Ubuntu: http://www.phptr.com

Une source de revenus pour les musiciens locaux : les sonneries et les téléchargements de téléphones mobiles

Les musiciens africains espérant vivre de leurs enregistrements ont toujours eu à affronter le fardeau supplémentaire des carences au niveau de l'application des droits d'auteur sur leurs œuvres. Tandis que les musiciens occidentaux bénéficient d'un régime strictement réglementé de protection des droits d'auteur permettant à certains de parvenir à la fortune, la plupart des musiciens africains ont du se résigner à voir leurs œuvres copiées, vendues et échangées sans espoir ou presque de toucher de droits d'auteur. Si le public du monde entier connaît le succès d'artistes comme Fela Kuti, Youssou N'Dour, Manu Dibango et Miriam Makeba, la plupart des musiciens africains ne peuvent attendre que de maigres recettes de l'enregistrement de leurs œuvres.

Il est bien connu qu'il se vend des quantités de CD piratés sur les marchés africains, cependant ceux-ci n'avancent en rien les musiciens qui n'en touchent jamais l'argent. La pauvreté est endémique parmi les musiciens d'Afrique à cause de ce manque à gagner. Alors que la musique est une entreprise d'une valeur de quelques quarante milliards de dollars au niveau mondial, la piraterie de la musique sévit partout en Afrique : quelques estimations effectuées par l'industrie du disque d'Afrique du Sud (www.risa.org.za) la placent à plus de 80 pour cent de la musique disponible. On peut juger de l'argent perdu par les revenus quotidiens d'un vendeur de musique piratée en Afrique, chiffrés de 762 à 2744 euros.

Le Botswana et l'Afrique du Sud sont à l'avant-garde d'une solution à ce problème. Un partenariat entre Orange, prestataire de téléphone mobile au Botswana (http://www.orange.co.bw/) et Small House Records/Mud Hut Studios, garantit aux musiciens une part des bénéfices. Solomon Monyame, directeur général de Small House Records a signé un contrat avec Orange concernant le partage des bénéfices provenant des sonneries et des téléchargements de musique par les utilisateurs de téléphones portables. Avec plus de 76,8 millions de personnes actuellement abonnées aux services de téléphone mobile en Afrique et ce nombre s'étant accru de plus de 58 % chaque année au cours des cinq dernières années, le marché potentiel des droits d'auteur pour les musiciens africains est vaste, à condition bien sûr, que cette initiative soit reproduite sur tout le continent.

Dans l'article « Le Développement par le téléphone mobile », qui doit être publié dans le numéro du printemps 2007 du journal de l'Institute of Economic Affairs, la chercheuse principale Karol Boudreaux du Mercatus Center et Enterprise Africa!, de l'université George Mason, a découvert que le téléphone portable et les compagnies de téléphone portable peuvent donner aux artistes de nouveaux moyens de contrôler les droits d'auteur pour leur travail. Elle a trouvé qu'en l'absence de mécanismes efficaces de contrôle des droits d'auteur, comme c'est le cas dans de nombreux pays africains, les compagnies de téléphone mobile peuvent intervenir pour remédier à la situation.

« En se promenant sur les marchés de ces pays, on y voit une énorme quantité de musique disponible dans la rue, mais il y a peu de protection de la propriété intellectuelle », déclare-telle.

« Dans d'autres pays comme le Royaume Uni, il existe de puissants droits de protection intellectuelle mais ce n'est pas le cas dans la majeure partie de l'Afrique. Le téléphone mobile constitue un excellent moyen de solutionner ce problème tant que les fournisseurs de téléphone mobile acceptent de conclure des contrats. Le Botswana a la chance de disposer d'un bon environnement en ce qui concerne les contrats mais ce n'est pas nécessairement le cas dans les autres pays. Les fournisseurs de musique comme les compagnies de téléphone sont tous deux gagnants »

Le projet NetTel@Africa lancé par USAID et le Center to Bridge the Digital Divide (Centre pour combler la fracture du numérique), en partenariat avec de nombreuses universités africaines et américaines (www.nettelafrica.org), préconise des stratégies de protection des droits d'auteur.

L'importance croissante des industries de la création commence petit à petit à être admise. Celles-ci sont maintenant perçues comme une composante importante des économies post-industrielles basées sur la connaissance et aussi comme une manière de produire des richesses pour ces pays économiquement sous-développés. Non seulement les estime-t-on génératrices de plus de croissance et de création d'emplois que la moyenne, mais aussi excellents vecteurs de l'identité culturelle favorisant la diversité culturelle. Des initiatives telles que l'Alliance mondiale pour la diversité culturelle de l'UNESCO tentent de prouver ce phénomène et de l'étayer par des chiffres.

L'UNESCO projette également de mettre en place des coopératives de musiciens dans toute l'Afrique. Ainsi associés, les musiciens peuvent, pour assurer la viabilité économique d'une entreprise de petite taille ou de taille moyenne, mettre en commun des ressources en matière de production qui seraient insuffisantes au niveau individuel. Au Burkina Faso, une coopérative fonctionne avec l'International Labour Organisation.

Des festivals comme le festival annuel au désert du Mali qui se déroule dans l'oasis d'Essakane à 65 kilomètres de Tombouctou constituent un exemple de la manière dont les musiciens trouvent leur propre moyen d'atteindre leur audience. Le festival qui vise avant tout à promouvoir la musique africaine et malienne à l'intérieur du continent, a aussi stimulé le tourisme international vers la région et presque 10 % des 6000 visiteurs de l'an dernier venaient de l'extérieur du continent africain.

Le réseau DigiArts est une autre initiative destinée aux musiciens africains. Fondé par l'Unesco, il vise à

accroître la communication entre les artistes, les industries et les éducateurs, à rendre les musiciens auto-suffisants, à utiliser les industries du TIC pour soutenir les activités culturelles et à y contribuer ainsi qu'à mieux promouvoir les musiciens africains au sein de l'Afrique et à l'extérieur.

Le musicien sénégalais Thione Seck est franc sur l'effet économique de la piraterie sur son revenu.

« Sans la piraterie, j'aurais pu acheter une île, à voir le nombre de chansons que j'ai composées en plus de trente ans de carrière » a-t-il déclaré à un journal local.

Selon Abdoul Aziz Dieng, président de la Senegal Music Works Association [Association des œuvres musicales sénégalaises] (AMS) et président directeur général du bureau du droit d'auteur sénégalais (BSDA) (www.mali-music.com), « deux seulement sur 10 des CD d'artistes sénégalais disponibles sur le marché local sont légaux. En ce qui concerne les cassettes, le rapport est de 3 copies pirates sur cinq vendues.

Les opportunités de combattre la piraterie et de produire des recettes ne se limitent pas aux musiciens. Les cinéastes africains commencent à apprendre à exploiter les opportunités qui s'offrent aux réseaux de téléphone portable en rapide évolution du continent. Le réalisateur Aryan Kaganof qui fait déjà sensation en Afrique, (www.filmmaker.co.za), est en train de diffuser SMS Sugar Man, long métrage tourné entièrement avec des dispositifs mobiles. Ce film sera transmis aux téléphones portables par séquences de trois minutes sur 30 jours.

Quels sont les effets de la piraterie ?

- *Artistes*

  Pas de versements de droits d'auteur, pas d'argent pour vivre
- *Compagnies de disques*

  Pas de retour sur l'investissement. Resserrement de personnel
- *Revendeurs*

  Impossibilité de faire concurrence aux bas prix. Resserrement de personnel
- *Consommateurs*

  Beaucoup de copies sont de mauvaise qualité. Si des pistes manquent et si la qualité du son est mauvaise, pas d'échange ou de remboursement. Dans certains cas, contribution aux groupes de « crime organisé » qui prennent largement part à la piraterie musicale internationale.

Source: Industrie de l'enregistrement d'Afrique du Sud

LIENS:

- Site animé sur les musiciens africains : www.africanmusiciansprofiles.com
- Site Web de la BBC sur la musique africaine : Africa on your street
- Autres lectures en provenance de l'UNESCO: Musique africaine : nouveaux défis, nouvelles vocations

Grâce à un nouveau système, les crédits d'émission de carbone peuvent profiter aux agriculteurs africains

Les systèmes d'échanges mondiaux de crédits de carbone émanant du protocole de Kyoto créent à l'heure actuelle un marché d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Le marché européen des émissions de carbone représentait 14,6 milliards d'euros en 2006 - et constitue l'une des opportunités d'affaires dont la croissance est la plus rapide du monde. Être vert est enfin à l'ordre du jour et pourtant, tous les avantages de cet état de chose échappent largement à l'Afrique bien que plus de 70 % de la population du continent gagne sa vie en cultivant la terre.

Le centre mondial d'agrosylviculture dont la mission est de faire progresser la science et la pratique de l'agrosylviculture pour transformer les vies et les paysages des paysans pauvres des pays en développement en partenariat avec l'université de l'état du Michigan, a élaboré une méthode utilisant l'imagerie par satellite et les capteurs infrarouges qui mesure le stockage de carbone dans les terres agricoles africaines. Un programme pilote lancé dans le Kenya occidental vient d'être achevé dans l'ouest du Kenya et le centre s'apprête à inciter les agriculteurs pauvres à planter des arbres dès que l'Union européenne permettra d'accorder des crédits d'émission de carbone à ce genre de projet en vertu du protocole de Kyoto. D'autres projets pilotes vont être lancés en 2007 en partenariat avec CARE International et le Fond mondial pour la nature, WWF .

Les politiques de l'Union européenne sur les crédits de carbone retardent cette opportunité significative d'améliorer les moyens de subsistance des africains. Le plan européen d'échange d'émissions (ETS) refuse actuellement de reconnaître la nouvelle méthode de vérification de stockage du carbone dans les terres agricoles. L'ETS est le plus grand système du monde d'échange d'émissions de gaz à effet de serre multinational, multisecteurs du monde. La question du stockage du carbone, ou des « puits » de carbone comme on les appelle, fait l'objet de nombreuses controverses dans le monde de la mise en œuvre des accords de Kyoto. Les organisations non gouvernementales qui plaident la cause des forêts et des peoples indigènes se sont dépensées sans compter pour exclure l'utilisation de crédits de sylviculture pour compenser la combustion de combustibles fossiles en alléguant que les crédits de sylviculture jusqu'à ce jour ont été accordés pour les grosses plantations de monoculture d'eucalyptus ou de pins à croissance rapide dont on estime qu'ils émettent plus de carbone qu'ils n'en absorbent pendant leur durée de vie et provoquent d'autres problèmes environnementaux et sociaux.

L'approche du centre mondial d'agrosylviculture est très différente d'un peuplement forestier monospécifique. Elle vise à aider les Africains des campagnes à intégrer davantage d'arbres dans leurs systèmes de production agricole, ce qui présente des avantages autres que le stockage de carbone, Ces experts déclarent que des arbres convenablement choisis peuvent augmenter la productivité et la résistance de la terre. Les arbres fournissent des aliments, du carburant, des engrais et des médicaments : les arbres médicinaux sont la principale source de médicaments pour de 80 de la population africaine.

Louis Verchon, principal chercheur en matière de changements climatiques du centre mondial d'agrosylviculture est convaincu que si l'UE mettait en place un système rémunérant les agriculteurs qui capturent le carbone sur leurs terres, « des milliers de dollars de crédits de carbone commenceraient à affluer vers le monde rural pauvre ». À l'heure actuelle, signale Verchon, deux tiers des affaires découlant des crédits de carbone sont accaparés par les pays asiatiques qui offrent principalement des solutions industrielles. « L'Afrique peut apporter quelque chose, elle ne peut pas faire concurrence aux pays comme la Corée du Sud par des solutions industrielles, mais elle a beaucoup de terres ».

Pour faire fonctionner le système, il faudrait améliorer deux choses : la faiblesse institutionnelle de l'Afrique et la pénurie de vérificateurs de crédits de carbone qualifiés. Il faudrait un réseau de vérificateurs pour inspecter les exploitations agricoles et faire les calculs nécessaires pour attribuer les crédits d'émissions de carbone aux agriculteurs pauvres. Selon Verchon, il n'y a, à l'heure actuelle aucun vérificateur indigène africain.

Le WAC collabore avec le WWF et CARE à instaurer une capacité des ONG et démarrer des projets dans le but de démontrer que le système peut marcher – 2 projets pilotes fonctionnent déjà au Kenya. Ces organisations sont en train d'automatiser une grande partie du processus en construisant un portail informatique.

Verchon affirme que les experts du WAC « pensent qu'il s'agit d'un projet de longue haleine et qu'il s'épanouira au cours des dix prochaines années ».

Pour plus de détails sur les échanges d'émissions : European Union Emission Trading Scheme

Le mouvement ceinture verte du Kenya : Fondé par le prix Nobel de la paix Wangari Maathai, il fournit revenus et subsistance à des millions de gens au Kenya par le biais du reboisement.

Nouvelle technologie de batteries de secours visant les pays en développement et les régions enclavées

La plus grande participation de l'Afrique aux affaires mondiales et la croissance économique des quelques dernières années ont commencé à attirer à nouveau l'attention sur la pénurie de sources d'énergie fiables du continent et sur l'insuffisance de l'infrastructure énergétique. Tandis que la demande croît à un rythme rapide, l'instabilité politique et le manque de sécurité dans de nombreux pays effrayent malheureusement les investisseurs étrangers et les sociétés multinationales qui pourraient aider à amplifier la capacité. De ce fait, les personnes qui dirigent de petites entreprises et organisations, surtout dans des zones rurales sont passablement abandonnées. Selon Zandile Mjoli, directeur général chargé des ressources et de la stratégie d'Eskom, société sud-africaine de production et de distribution d'électricité, deux-tiers des 700 millions d'habitants de l'Afrique vivent dans des zones rurales et moins de 10 pour cent de cette population a accès à l'électricité. On estime que chaque accroissement de un pour cent de l'énergie électrique disponible entraîne une augmentation de deux à trois pour cent du PIB.

L'étendue de la crise qui se profile pour 2007 apparaît dans les problèmes du Southern African Power Pool, qui coordonne la production et le commerce de l'énergie dans le Southern African Development Community (SADC). Elle prédit une pénurie d'énergie en 2007 qui forcera des pays comme l'Afrique du Sud et le Mozambique, qui ont jusqu'alors pourvu jusqu'à 40% des besoins du Zimbabwe par exemple, à réduire leurs exportations pour faire face à la demande croissante de leurs propres marchés intérieurs.

Plug Power est une société américaine de recherche et de développement qui se spécialise dans des produits d'énergie propre et fiable pour les endroits où l'alimentation en électricité est peu fiable ou inexistante. Elle utilise une technologie de piles à combustible servant de des sources d'alimentation de secours aux télécommunications, services publics et à pourvoir aux besoins de fourniture d'énergie sans interruption qu'exigent les réfrigérateurs et les fournitures médicales. La société cible actuellement l'Afrique avec son nouveau système de piles à combustible de secours GenCore reposant sur la technologie des ultra capacités, en fait le mécanisme par lequel les cellules à combustible emmagasinent l'électricité. Il est spécifiquement construit pour les régions éloignées aux rudes conditions climatiques où la durée de vie limitée d'une batterie et les difficiles conditions climatiques peuvent conduire à des perturbations de l'alimentation électrique.

Les cellules à combustible utilisent des produits chimiques pour produire de l'électricité et de la chaleur à la manière des batteries. Lorsqu'on utilise de l'hydrogène, le seul sous-produit est de l'eau, et le procédé est parfaitement propre. Avant tout, pour ceux qui travaillent dans le développement, le procédé permet une fourniture continue d'énergie tant que l'on alimente en carburant. Le système de Plug Power permet de puiser l'hydrogène de diverses sources pour alimenter les cellules.

Site Internet: http://www.plugpower.com/

Une étude marquante découvre que de simples jouets favorisent le développement intellectuel et contribuent à satisfaire les OMD

Les jeunes Africains ont besoin de jouer davantage selon une étude marquante publiée dans le plus célèbr journal médical britannique The Lancet. L'étude porte sur le taux élevé d'analphabétisme et de résultats inférieurs aux possibilités en Afrique et conclut que la malnutrition et le manque de stimulation empêchent des millions d'enfants de bénéficier de la scolarisation. Elle a découvert que des projets qui incitent à l'apprentissage par le jeu augmentent le QI des enfants qui parviennent ainsi à mieux maîtriser la lecture. solution très simple et peu onéreuse, offre de surcroît une excellente opportunité pour les entrepreneurs : les jouets et le jeu.

« Ces interventions ne font appel à aucune technique de pointe » fait remarquer le chef de l'équipe de recherche, le Professeur Sally McGregor de l'Institute of Child Health of University College London [Institut d la santé de l'enfant de University College de Londres]. ». Des recherches menées pendant des décennies à la Jamaïque et dans d'autres pays, il est ressorti que des femmes un peu formées, ne disposant au départ que d'une instruction de niveau primaire et de quelques jouets maison peuvent apporter une amélioration considérable dans l'instruction, l'intelligence et la santé mentale d'enfants défavorisés. « Les objectifs d'instruction primaire universelle du millénaire ne seront pas atteints si l'on ne s'attaque pas au médiocre développement de ces enfants ».

L'article : Stratégies à mettre en œuvre pour éviter la perte de potentiel de développement de plus de 200 millions d'enfant du monde en développement est publié en trois parties dans le journal.

Vingt projets entrepris dans le monde entier ont été évalués en vue de détecter les avantages qu'ils procurent aux enfants de moins de cinq ans qui utilisent des jouets. McGregor qui a mis en place plusieurs projets au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda concevant et fabriquant des jouets avec les matériaux existants était désolée de constater l'inexistence quasi totale du jeu dans ces pays. L'étude a prouvé que les enfants qui jouent lisent mieux, jouissent d'une meilleure santé mentale et d'une meilleure estime de soi. « En Afrique, la situation est désolante, vraiment désolante », dit-elle.

Le taux de fréquentation de l'école primaire et celui d'alphabétisation sont parmi les plus bas du monde: en Afrique sub-saharienne, plus de 42 millions d'enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas l'école et beaucoup n'ont pas les moyens d'aller ou de rester à l'école primaire. Aujourd'hui, selon l'UNESCO, un peu plus de la moitié des adultes en Afrique sont alphabetisés et quelques 60 pour cent des enfants vont à l'école. L'agence a prévu qu'il faudrait 1,6 million d'enseignants de plus dans les classes d'Afrique sub-saharienne d'ici à 2015, soit une augmentation de 68 pour cent.

Nul besoin, pour fabriquer des jouets, de matériaux onéreux ou recherchés. On peut faire des jouets à partir de bananiers, de terre, d'épis de maïs, de vieilles bouteilles en plastique ou de tissu et de poupées en paille. Il est essentiel que les jouets ne présentent pas de danger pour les enfants de moins de cinq ans et que quiconque fabrique des jouets pour les vendre suive les guides existants.

McGregor poursuit: « Une mère dans un village faisait des choses merveilleuses avec de petites tombées de tissu pour confectionner une poupée. Personne dans le village n'appréciait son travail, et pourtant celui-ci était extrêmement important. Il ne faut pas grand-chose, des poupées ou de simples jeux de cubes, ils s'adaptent à tout. Le problème, c'est la pauvreté de ces gens : la nourriture prend le pas sur les jouets ; c'est le dénuement total ».

Les jouets produits sur place sont essentiels pour résoudre cette crise pour plusieurs raisons. Le coût est l'élément le plus important car ceux qui sont le plus touchés sont aussi ceux qui peuvent le moins payer des jouets et qui vivent déjà une existence précaire où la survie élémentaire prend le pas sur le jeu. C'est en Afrique aussi que se trouvent les pays qui important le moins de jouets : La Somalie, le Libéria, le Togo, le Rwanda et le Tchad. La situation pour les fabricants de jouets africains est également désespérée, beaucoup d'artisans étant marginalisés. Plusieurs initiatives se sont fait jour au cours des quelques dernières années pour confronter ce problème et faire en sorte que les jouets soient locaux et que les fabricants gagnent leur vie.

Des initiatives telles que le magasin de jouets africain basé à Johannesburg en Afrique du Sud, entreprise de commerce équitable, œuvrent pour faire en sorte que les fabricants africains gagnent leur vie et distribuent leur marchandise sur un marché aussi large que possible. Les fabricants qui y participent utilisent tous des ressources naturelles ou recyclées. La plupart vivent au niveau du village et fabriquent des jouets qui ont un sens pour l'Afrique. L'organisation COFTA - Coopération pour le commerce équitable en Afrique - est un réseau d'organisations de producteurs de commerce équitable en Afrique qui interviennent et travaillent avec des fabricants locaux afin d'éliminer la pauvreté par le commerce équitable. C'est une excellente ressource pour les organisations locales qui veulent travailler avec les fabricants de jouets africains.

Ressources:

- L'organisation caritative TALC du R.-U (www.talcuk.org) – Matériel pédagogique à bas prix – projette de rendre les livres actuels sur la fabrication des jouets disponibles un sur CD. Tél: (0) 1727 853869
- Ce site a également d'excellentes ressources pour les fabricants de jouets et de terrains de jeu qui commencent à apparaître en Afrique: iafrica.com
- Exposition de jouets africains en ligne : www.africancraft.com
- Livres : L'Afrique en marche : Des jouets d'Afrique de l'Ouest Stefan Eisenhofer, Karin Guggeis, Jacques Froidevaux Stuttgart, Allemagne : Arnoldsche, 2004. 216 pp., 195 couleur, 28 b/w illustrations. $75.00, toile.

Fenêtre sur le monde

- **Nouvelle publication centrée sur le financement du développement**
  L'édition 2006 du *Economic Report on Africa*: *Capital Flows and Development Financing in Africa* [Rapport économique sur l'Afrique : Mouvements de capitaux et financement du développement en Afrique] place les mouvements de capitaux au centre du débat sur le financement du développement et étudie la manière dont les capitaux externes peuvent accélérer la croissance et diminuer la pauvreté. .
  Site Internet: www.uneca.org
- **Le développement africain : comprendre les problèmes et les acteurs**
  de Todd J. Moss, Lynne Rienner Publishers (février 2007)
  Site Internet: www.amazon.com
- **L'Officiel de l'Ubuntu**
  de Benjamin Mako Hill, Jono Bacon, Corey Burger, Jonathan Jesse et Ivan Krstic
  Ubuntu est un système d'exploitation complètement libre qui souligne l'importance de la communauté, du soutien et de la facilité d'utilisation tout en refusant de transiger sur la vitesse, la puissance et la souplesse. C'est Linux pour des êtres humains - conçu pour tout le monde, des débutants aux experts.
  Site Internet: www.amazon.com

Emplois

- Africa Recruit Job Compendium
- Africa Union
- CARE
- Christian Children's Fund
- ECOWAS
- International Crisis Group
- International Medical Corps
- International Rescue Committee
- Internews
- IREX
- Organization for International Migration
- Oxfam
- Relief Web Job Compendium (UN OCHA) (1)
- Relief Web Job Compendium (UN OCHA) (2)
- Save the Children
- The Development Executive Group job compendium
- Trust Africa
- UN Jobs
- UNDP
- UNESCO
- UNICEF
- World Bank
- World Wildlife Fund (Cameroon)

let **Please feel free to send your comments, feedback and/or suggestions to Cosmas Gitta [cosmas.gitta@undp.org] Chief, Division for Policy, Special Unit for South-South Cooperation**

